

Purge : le Conseil de l'Europe comprend le «nettoyage» en Turquie

écrit par Laveritetriomphera | 4 août 2016



Au terme d'une rencontre avec le ministre turc des Affaires étrangères le 3 août, le secrétaire général du Conseil de l'Europe a reconnu le «besoin de nettoyer» les institutions en Turquie après la tentative de coup d'Etat.

«Je voudrais dire qu'il y a eu trop peu de compréhension de la part de l'Europe au sujet des défis que cela a créés pour les institutions démocratiques et l'Etat en Turquie», a indiqué Thorbjorn Jagland, secrétaire général du Conseil de l'Europe, après sa rencontre avec le chef de la diplomatie turque Mevlut Cavusoglu.

«Je reconnais que bien sûr il était nécessaire de [lutter contre ceux qui étaient derrière ce coup d'Etat](#) raté et aussi ce réseau secret, qui a infiltré les institutions de l'Etat, l'armée et aussi la justice», a-t-il ajouté, avant de préciser qu'il était au courant des volontés putschistes du prédicateur en exil et de ses ouailles. *«Nous avons été informés de cela [les réseaux de Gülen] depuis très longtemps. **Donc bien sûr nous voyons le besoin de nettoyer tout cela**»,* a déclaré Thorbjorn Jagland avant de rencontrer le président Recep Tayyip Erdogan, puis le Premier ministre, Binali Yildirim.

Thorbjorn Jagland s'est en outre félicité du fait que le gouvernement turc *«ait accepté de travailler avec des experts du Conseil de l'Europe pour que ceci [la période post-coup d'Etat] se passe convenablement»*.

Le secrétaire général du Conseil de l'Europe est le premier responsable européen à apporter son soutien à Ankara depuis le début des [purges](#) qui ont commencé dès le lendemain de l'échec de la tentative de coup d'Etat du 15 juillet. Concernant la traque implacable des sympathisants du prédicateur Fethullah Gülen, qui vit en exil aux Etats-Unis et que le gouvernement turc accuse d'être derrière le [putsch avorté](#), il a néanmoins tenu à rappeler la nécessité **«que cela soit fait en conformité avec l'Etat de droit et les normes de la Convention européenne des droits de l'homme»**.

Alors que l'Europe ne se gêne pas de critiquer vivement le comportement d'Ankara compte tenu de la chasse aux sorcières qui se poursuit contre tous ceux qui sont susceptibles d'avoir participé au coup d'Etat – au sein des médias, de l'armée, de la justice ou de l'éducation – les propos du secrétaire général du Conseil de l'Europe font l'effet d'un cheveu sur la soupe. **Depuis le 15 juillet, quelque 10 000 personnes ont été placées en détention provisoire et près de 50 000 ont été limogées en Turquie.**

<https://français.rt.com/international/24720-purge-conseil-leurope-comprend>